

Analyse des parties prenantes « Smart City Switzerland »: principaux résultats

Une analyse mandatée par les organisations suivantes:

- Association suisse des télécommunications (asut)
- Office fédéral de l'énergie (OFEN)
- Union des villes suisses (UVS)
- Programme Smart City Suisse
- Smart City Hub

asut

 energieschweiz

Schweizerischer Städteverband
Union des villes suisses
Unione delle città svizzere

 Smart City
Energieschweiz für Gemeinden

 smart city hub



Informations relatives au document

Titre:	Analyse des parties prenantes « Smart City Switzerland » : principaux résultats	
Numéro du projet:	12.918.00.00	
Date de publication:	27 juin 2019	
Enregistré:	26 juin 2019	
Nombre de pages:	5 hors annexes	
Nom du fichier:	20190627_Rapport_Analyse_des_parties_prenantes_Smart_City_Switzerland	
Auteurs:	Stefanie Wiederkehr, Dr. Andreas Kronawitter, Peter Geissbühler	
Vérifié par:	Peter Geissbühler	Date : 21.06.2019

Versions

Version	Date	Modifications principales	Responsable
V1.0	21.06.2019	Version publiée du rapport	S. Wiederkehr

L'analyse se base sur une enquête menée sur le web ainsi que sur des entretiens réalisés avec des experts sur le thème Smart City Switzerland. Les résultats ont été vérifiés par les mandants et peuvent être réutilisés.

AWK GROUP AG

Laupenstrasse 4, Postfach, CH-3001 Bern,
T +41 58 411 95 00, www.awk.ch

Zürich • Bern • Basel • Lausanne



Principaux résultats de l'analyse des parties prenantes « Smart City Switzerland »

« Le XIX^e siècle a été le siècle des empires, le XX^e celui des Etats-nations et le XXI^e sera celui des villes. » (Wellington Webb, ancien maire de Denver)

Résumé

Le mouvement Smart City a connu des débuts timides en Suisse, exception faite de quelques pionniers. Une simple reprise des concepts mis en œuvre à l'origine dans les métropoles ne s'est révélée pertinente ni pour la Suisse, ni pour la plupart des autres régions européennes. Pour les plus petites structures, il est nécessaire d'adapter ces concepts. Dans l'administration orientée vers l'efficacité des processus, la collaboration interdisciplinaire – tout comme l'évolution incrémentale, expérimentale et participative – représentent souvent un terrain inconnu, et donc un obstacle dans le lancement et la suite de la mise en œuvre de concepts issus du contexte Smart City. Les « living labs » tels que ceux présents au Danemark peuvent contribuer de manière significative à réduire ces obstacles.

L'obtention d'une distinction Smart City n'est pas l'élément capital ; ce qui compte, ce sont les objectifs fixés sous la forme d'une stratégie souple et actualisée en permanence, qui offre un avantage clairement identifiable pour le plus grand nombre de parties prenantes, et notamment pour les citoyens. En tant qu'acteurs déterminants en Suisse, les communes dépendent, pour les questions globales telles que la sécurité informatique, des conditions-cadres générales et de la coordination avec la Confédération.

Les plateformes comme le Smart City Hub entendent favoriser les échanges entre les acteurs. De plus, elles peuvent donner de la voix et de la pertinence au mouvement, ce qui est également nécessaire pour les échanges internationaux. Il est important que des acteurs / start-up innovants soient impliqués dans le développement de telles plateformes. Les défis résident dans la « coopération », c'est-à-dire la collaboration dans une situation de concurrence.

Smart City : la Suisse dans le contexte international

Les villes du monde entier font face à des défis toujours plus importants. L'urbanisation est l'une des mégatendances dominantes à l'échelle mondiale. Cette tendance est particulièrement accentuée dans les grandes villes et les régions en développement affichant la plus grande dynamique. Parmi ces villes et ces régions se trouve l'Asie, continent où le développement et la mise en œuvre des concepts Smart City avancent avec le plus de vigueur. Cependant, des initiatives Smart City ont également vu le jour de façon précoce dans les grandes villes européennes comme Barcelone, Vienne, Munich et Lyon, devenues des « villes-phares ».

Mais comment transposer ces initiatives dans le contexte helvétique ? La Suisse ne possède pas de mégapole, ce qui est en partie lié au principe de subsidiarité, avec un degré d'autonomie élevé des communes. En effet, l'agglomération de Zurich compte 1,3 million d'habitants, mais ceux-ci sont répartis dans de nombreuses communes. A l'instar de l'Allemagne et de l'Autriche, une grande partie de la population vit dans de petites villes et communes. Il est donc nécessaire d'adapter les concepts Smart City aux dimensions et conditions-cadres de la Suisse.

Les présents résultats et enseignements se fondent sur l'analyse des parties prenantes « Smart City Switzerland ». Sur la base d'une enquête menée sur le web et d'entretiens réalisés avec des experts, cette analyse a pour objectif d'identifier les principaux acteurs du mouvement Smart City en Suisse et de dresser un état des lieux. La procédure est décrite à la fin du présent document.



Résultats et enseignements

Stratégies Smart City, responsabilités et budget

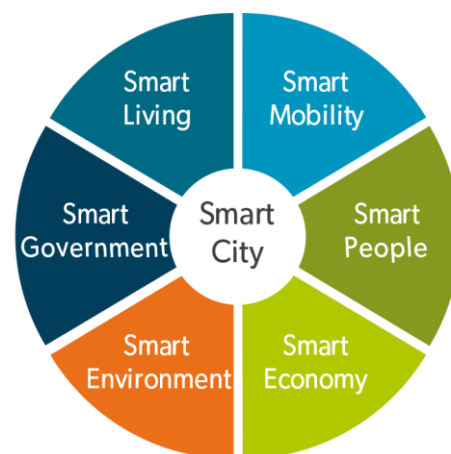
Tandis que le mouvement Smart City est né dans un premier temps pour guérir les « urban diseases » (pathologies urbaines), les objectifs des activités menées en Suisse visent avant tout des « optimisations ». Les objectifs individuels sont répartis de manière étonnamment bien équilibrée, notamment du point de vue des villes, des communes et des cantons. Alors que « l'amélioration de la sécurité de la population » et « l'amélioration de l'image » revêtent peu d'importance, les éléments suivants sont d'importance à peu près égale : « l'amélioration de la qualité de vie », « l'amélioration de l'attractivité de la commune / ville », « l'augmentation de l'efficacité », « des processus plus efficaces » et « la préservation des ressources ». L'écart principal se manifeste chez les représentants de l'économie, qui considèrent la « sécurité » comme deux fois plus importante et accordent par conséquent moins d'importance aux « processus plus efficaces ».

Plus d'un tiers des villes et des communes ont déjà posé leurs objectifs par écrit dans une stratégie Smart City, tandis qu'une telle stratégie est en cours d'élaboration chez un autre tiers. Parmi les entreprises, plus d'un tiers bénéficie déjà d'une stratégie Smart City, mais seules 10% planifient la mise en place d'une stratégie à l'avenir. S'agissant de la responsabilité en lien avec la thématique Smart City, dans près de la moitié des réponses, celle-ci n'est pas encore clarifiée. Les experts interrogés considèrent que la définition d'objectifs et de stratégies est importante. Une personne ou un groupe ayant la capacité d'agir « en dépassant la pensée en silo » et de « simplement commencer et apprendre pas à pas » est tout aussi importante. Près de deux tiers des communes, villes et cantons disposent déjà d'un budget pour les produits/services Smart City ou doivent en disposer dans un proche avenir. Dans la plupart des cas, ce budget est inférieur à CHF 500 000.-. Les représentants des autres catégories interrogées disposent d'un budget (existant ou planifié) pour ce thème dans la moitié des cas tout au plus.

Activités Smart City, facteurs de succès et obstacles

Pour les villes et les communes, les activités le plus susceptibles d'être « introduites » ou de se trouver dans la phase « projet(s) pilote en cours » sont celles relatives au « Smart Government », suivies du « Smart Environment » et de la « Smart Mobility ». Des activités dans les domaines « Smart Economy » existent parfois, ce qui est rarement le cas pour les produits/services « Smart People » et « Smart Living » (moins de 15%).

La différence d'intensité avec laquelle les activités ont lieu se reflète également dans les réponses des experts interrogés dans le cadre des entretiens : ceux-ci considèrent aujourd'hui « Smart City » en Suisse davantage comme un « thème d'experts » que comme un vaste mouvement. Les expériences menées à Pully et à l'étranger montrent que l'implication de la population est déterminante pour le succès des activités Smart City, un élément confirmé par les participants à l'enquête menée sur le web. Cette affirmation doit toutefois encore se manifester dans la mise en œuvre en Suisse. Les « living labs » comme « BLOX »¹ ou « DOLL »² à Copenhague ou d'autres « labs » comparables aux Pays-Bas conviennent très bien au développement de solutions conjointement avec la population.



¹ Bâtiment multifonctionnel pour une utilisation hybride

² A pour objectif d'encourager les innovations par les acteurs publics et privés sur un « terrain neutre »



Ce concept est encore peu appliqué en Suisse. Les initiatives « bottom-up » telles que les associations « Smart City Bern » ou « Smart Regio Basel » peuvent également contribuer à faciliter l'accès aux groupes de citoyens. D'autres facteurs importants sont la propension au réseautage et à la coopération ainsi que l'engagement de l'exécutif local. La pensée en silo au sein des communes et des villes est considérée comme l'obstacle principal à l'heure actuelle. Le respect des règles sur la protection des données est en outre fortement pondéré comme facteur de succès.

Parallèlement à la pensée en silo précitée, des solutions isolées onéreuses et impossibles à intégrer, le manque de compréhension des avantages d'une Smart City, le manque de coordination et de soutien de la part de la Confédération ainsi qu'une trop grande importance accordée à la technologie sont également cités en tant qu'obstacles pour la mise en œuvre d'activités Smart City. Les acteurs accordent une grande importance à la sécurité informatique. Cette dernière constitue ainsi une compétence clé dans le développement des Smart Cities en Suisse. L'internet des objets (y compris les capteurs requis) est considéré comme le deuxième élément le plus important, tandis que l'utilisation des données par les logiciels d'analyse et l'intelligence artificielle s'inscrit manifestement dans un avenir éloigné. Le « cloud computing » et la connexion mobile sont jugés importants avant tout par les villes et les communes ainsi que par la catégorie « autre », tandis que les entreprises commerciales leur accordent moins d'importance.

Les produits et services intelligents des villes et des communes sont principalement utilisés localement, ce qui indique que la coopération au-delà des frontières de la commune est encore peu marquée. Au Danemark et aux Pays-Bas, les cinq plus grandes villes avant tout collaborent étroitement les unes avec les autres. De plus vastes échanges sont toutefois également menés avec les plus petites villes et communes, en particulier au Danemark. Les projets associés au programme « Smarter Together » de l'UE (horizon 2020) sont même soumis à un échange sur le plan international. Il est cependant à craindre que certaines initiatives soient interrompues à l'expiration du subventionnement, en raison d'un manque de financement. En Suisse, les initiatives viennent généralement des villes et des communes, leur investissement est par conséquent probablement plus durable. Des pionniers comme la ville de Pully ont par ailleurs mis en place un réseau de partenaires, constitué non seulement des communes voisines et d'autres communes suisses, mais également d'acteurs comme Swisscom et l'EPFL. Pully représente par conséquent un concept dans la Smart City Community. Le Smart City Hub, fondé en été 2018, peut revêtir en Suisse un rôle de plateforme d'échanges active, et pourrait se révéler intéressant en tant qu'interlocuteur sur le plan international.

Processus de l'analyse des parties prenantes

Sur la base de la littérature pertinente et de recherches documentaires sur les résultats déjà publiés, une enquête sur le web a été élaborée afin de recueillir les évaluations d'experts en Suisse. 215 personnes ont participé à l'enquête, dont 58 représentants des villes et communes suisses, 97 entreprises (conseil, technologie, start-up) et 60 autres organisations (programme d'encouragement, institution de recherche, association, autres).

Parallèlement à l'enquête menée sur le web, des entretiens ont été réalisés avec des experts issus des milieux scientifiques (Université de Saint-Gall), des employés de l'administration d'une grande ville (Saint-Gall) et d'une plus petite commune (Pully) ainsi qu'avec un représentant d'Utrecht (Pays-Bas) et de Copenhague (Danemark). Ces deux pays ont été choisis en raison de leur structure et de leur taille comparables à celles de la Suisse. Par ailleurs, les deux villes sélectionnées disposent d'une longue expérience dans le contexte Smart City.